



A propos de l'article « La Dépendance de Madagascar », certains visiteurs, Malgaches essentiellement, nous envoient des messages qui ne se basent aucunement sur une critique constructive mais plutôt sur des considérations indiquant qu'ils méconnaissent réellement la situation socio-économique qui prévaut à Madagascar et qu'ils persistent à se leurrer eux-mêmes. Pour quelles raisons véridiques ? Mystère. En faisant paraître ce genre de dossier, notre journaliste d'investigation Jeannot Ramambazafy se base sur des faits exacts et des documents officiels. Pour les jamais contents, il a choisi, à propos de dettes contractées auprès de la banque mondiale et du FMI, de vous faire connaître la teneur d'un éditorial de notre confrère James Ramarosaona, intitulé "L'horreur de la dette", que nous avons illustré

## **L'horreur de la dette**

Malgré les ambitions apparentes du régime actuel de sortir Madagascar de la pauvreté, avec la guerre déclarée contre la corruption et l'inculcation d'une culture de résultat auprès des ministères, le cycle infernal de l'endettement est loin d'être brisé.

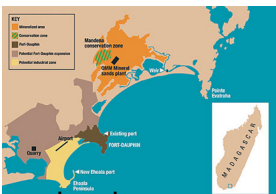


A travers un document du « Estimate Debt Service Payments » sur le site web de la Banque mondiale, le remboursement des dettes contractées par le régime actuel, jusqu'à fin décembre dernier, auprès des institutions de Bretton Woods ne sera effectué qu'en... 2045 voire 2047.

Soit d'ici Quarante ans ! A ce rythme, les effacements et allègements de dettes de ces dernières années risquent de se réduire à rien. Ils ont été pourtant possibles grâce au respect de conditionnalités draconiennes. Les services de la dette de notre pays représentent 27% de notre PIB contre 6% pour la Zambie dont le président visite actuellement la Grande Île.



L'ancien ministre de l'Economie, du Budget et des Finances, Benjamin Radavidson Andriamparany (**photo ci-dessus**), aurait sa vision après la suppression d'une partie de nos dettes, avec la réussite du point d'achèvement, il y a quelques années. Mais cette stratégie de remboursement n'a pas eu, semble-t-il, l'aval des tenants du régime. Dès qu'il a été « déclassé » ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique, l'on a compris que le scénario n'avait pas ménagé les plus hauts dignitaires de l'Etat. Alors qu'il s'agit, selon des informations officieuses, d'un moyen pour contourner un autre endettement de Madagascar.



Le pire dans ce rapport du « Estimate Debt Service Payments », c'est que le pays et tous les citoyens en entier crouleront encore sous la dette dans moins de cinquante ans, faute de politique économique chez les dirigeants actuels. Ces derniers affichent une autosatisfaction à travers les investissements directs étrangers (IDE) comme DYNATEC et Qit Minerals Madagascar. Mais des observateurs récusent, pour le cas de QMM de Tôlanaro, que l'investissement est loin d'avoir des retombées concrètes auprès de la population. Quoi qu'il en soit, les investissements directs ne procurent que des emplois aux salaires misérables pour les nationaux. Ce sont les multinationales qui engrangent les profits. A Tôlanaro, les chauffeurs de QMM sont des expatriés, sous prétexte que les nationaux ne comprennent pas l'anglais.

Certes, un endettement est nécessaire dans l'économie libérale disent certains. Toutefois, cela ne touche que les pays disposant entièrement d'une culture et d'une philosophie entièrement libérales où la concurrence est chose réelle. Ce qui n'est pas le cas dans notre pays. Actuellement, seul un groupe économique reste florissant et prospère dans le monde des affaires. Et ce groupe fut monté par le Chef de l'Etat. Qui, réellement, parmi les fonctionnaires du ministère du Budget et des Finances, notamment des Impôts, osera procéder à un redressement à Tanjombato ou à Andranomanelatra ?

